

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

SAFE

Société anonyme au capital de 713.798.190 euros
Siège Social : ZA de Montepy, 80 rue de Montepy
69210 Fleurieux-sur-l'Arbresle
520 722 646 RCS LYON

AVIS DE CONVOCATION

Contenant un avis rectificatif à l'avis de réunion valant avis de convocation publié au BALO n°141 du 22 novembre 2024

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Safe (la « **Société** ») sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire au siège social de la Société sis ZA de Montepy, 80 rue de Montepy, 69210 Fleurieux-sur-l'Arbresle, le 30 décembre 2024 à 14 heures 30, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et sur les projets de résolutions figurant ci-après.

Les actionnaires de la Société sont informés que le texte des 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème} et 11^{ème} résolutions tel que présenté dans l'avis de réunion valant avis de convocation publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°141 du 22 novembre 2024 a été modifié à l'initiative du conseil d'administration de la Société.

ORDRE DU JOUR*De la compétence de l'assemblée générale ordinaire*

1. Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
2. Examen et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
4. Rapport spécial du Président du conseil d'administration sur les conventions réglementées et approbation desdites conventions ;
5. Fixation du montant de la rémunération annuelle globale des administrateurs ;
6. Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;
7. Ratification du transfert du siège social de la Société ;

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

8. Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction du capital motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions ;
9. Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour décider du regroupement des actions de la Société, sous réserve de la réalisation préalable de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale ;
10. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs réduction(s) de capital non motivée(s) par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions, sous réserve de la réalisation préalable du regroupement des actions de la Société faisant l'objet de la 9^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale ;
11. Modification du plafond du montant nominal global maximum de la délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, consentie par l'assemblée générale des actionnaires du 16 décembre 2022 ;
12. Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'un bénéficiaire dénommé, durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits ;
13. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-129-6 du Code de commerce ;
14. Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions.

TEXTE DES RESOLUTIONS MODIFIEES

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

HUITIEME RESOLUTION

(Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Conseil d'administration, (ii) du rapport du commissaire aux comptes statuant conformément à l'article L. 225-204 du Code de commerce, (iii) du fait que le compte « Report à nouveau » s'élève, en conséquence de l'approbation de la 3^{ème} résolution de la présente Assemblée, à - 49.133.133 euros, et (iv) du fait que le montant de la perte estimée de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2024 s'élève à au moins 2.200.000.000 euros :

- **autorise** le Conseil d'administration à réduire le capital social par réduction de la valeur nominale des actions de la Société d'un montant de 270 euros à un montant de 0,0001 euro au minimum, étant précisé que la réduction du capital sera en tout état de cause réalisée dans la limite (i) du montant cumulé du report à nouveau négatif au 31 décembre 2023 et du montant estimé des pertes de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2024, dans la limite d'un montant total plafonné à 2.200.000.000 euros, et (ii) des seuils légaux et réglementaires s'agissant du capital social, et notamment du montant minimal prévu à l'article L. 224-2 du Code de commerce, soit, sur la base du nombre d'actions en circulation au 12 décembre 2024, une réduction de capital d'un montant maximum total de 2.083.896.392,2944 euros par réduction de la valeur nominale des actions de la Société d'un montant de 270 euros à un montant de 0,0048 euro ;
- **décide** que le montant de la réduction de capital sera par priorité apuré à due concurrence des pertes antérieures figurant au compte « Report à nouveau », le reliquat du montant de la réduction de capital après apurement des pertes antérieures étant inscrit à un compte de réserves indisponibles destiné à l'imputation des pertes futures ;
- **dit** que la perte de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2024, telle que résultant des comptes sociaux dûment approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, sera imputée sur ce compte de réserves indisponibles ;
- **décide** que le montant de la réduction de capital social affecté au poste de réserves indisponibles ne sera pas distribuable et ne pourra recevoir d'autre affectation que celle prévue par la présente résolution, étant précisé que l'éventuel solde créditeur dudit poste, après affectation de la perte de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2024, pourra être réincorporé au capital social, le cas échéant, par voie d'augmentation du capital par incorporation de réserves ;
- **donne** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment de :
 - o arrêter et préciser les conditions et modalités de cette réduction de capital, compte tenu, notamment, du montant du capital social et du montant de la perte estimée de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2024 à l'époque où sera décidée cette réduction, dans la limite du plafond susvisé ;
 - o constater la réalisation définitive de la réduction de capital et le nouveau montant du capital social et de la valeur nominale des actions ;
 - o procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - o procéder aux ajustements rendus nécessaires par la réalisation effective de la réduction de la valeur nominale ;
 - o accomplir tous actes, formalités, démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.
- **fixe** à douze (12) mois à compter de ce jour la durée de la présente délégation.

NEUVIEME RESOLUTION

(Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour décider du regroupement des actions de la Société, sous réserve de la réalisation préalable de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, sous condition suspensive de la réalisation préalable de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale :

- **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, ses pouvoirs pour procéder au regroupement des actions composant le capital de la Société, de sorte que 1.000 actions anciennes d'une valeur nominale de 0,0048 euro (après la mise en œuvre de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale) soient échangées contre 1 action nouvelle d'une valeur nominale de 4,80 euros ;
- **donne** tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de :
 - o mettre en œuvre le regroupement ;
 - o fixer la date de début des opérations de regroupement qui interviendra au plus tôt à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;
 - o fixer la période d'échange dans la limite de trente (30) jours maximum à compter de la date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO visé ci-dessus ;
 - o suspendre le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;
 - o procéder, en conséquence du regroupement d'actions, à tous ajustements des droits des bénéficiaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - o constater et arrêter le nombre exact d'actions de 0,0048 euro de valeur nominale (après la mise en œuvre de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale) qui seront regroupées et le nombre exact d'actions de 4,80 euros de valeur nominale susceptibles de résulter du regroupement ;
 - o constater la réalisation du regroupement et procéder en conséquence à la modification des statuts ;
 - o procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - o procéder, si besoin, à l'ajustement du nombre d'actions de 0,0048 euro de valeur nominale (après la mise en œuvre de la réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions de la Société, faisant l'objet de la 8^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale) pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des autorisations et des délégations de compétence ou de pouvoirs conférées au Conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ainsi que par la présente Assemblée Générale ;
 - o publier tous avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi ;
 - o plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la présente résolution et conformément à la réglementation applicable ;
- **prend acte** que les actionnaires devront procéder aux achats et aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début des opérations de regroupement ;
- **décide que**, dès l'opération de regroupement susvisée, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour procéder au regroupement précité auront l'obligation, conformément à l'article L. 228-29-2 du Code de commerce, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour pouvoir procéder audit regroupement pendant la période d'échange ;
- **décide** que les actions n'ayant pu être attribuées individuellement et correspondant aux droits formant rompus seront vendues dans les conditions et suivant les modalités de l'article R. 228-12 du Code de commerce ;

- **décide** que :
 - o les actions nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiait du droit de vote double ;
 - o en cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles sera réputé débuter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes.
- **prend acte** qu'à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus ;
- **fixe** à douze (12) mois à compter de ce jour la durée de la présente délégation.

DIXIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs réduction(s) de capital non motivée(s) par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions, sous réserve de la réalisation préalable du regroupement des actions de la Société faisant l'objet de la 9^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-204 et suivants du Code de commerce, sous condition suspensive de la réalisation préalable du regroupement des actions de la Société faisant l'objet de la 9^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale :

- **autorise** le Conseil d'administration à procéder à une ou plusieurs réduction(s) du capital social non motivée(s) par des pertes par réduction de la valeur nominale des actions de la Société à un montant de 0,0001 euro au minimum, étant précisé que (i) chaque réduction du capital sera en tout état de cause réalisée dans la limite des seuils légaux et réglementaires s'agissant du capital social, et notamment du montant minimal prévu à l'article L. 224-2 du Code de commerce (chacune, une « **Réduction de Capital** »), et (ii) le montant total des réductions de capital réalisées sur le fondement de la présente résolution est plafonné à 500.000.000 euros ;
- **décide** que le montant de chaque Réduction de Capital sera affecté à un compte « Prime d'émission » ;
- **décide** que la réalisation de chaque Réduction de Capital sera subordonnée à l'absence d'opposition des créanciers de la Société dans le délai de 20 jours calendaires à compter du dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Lyon du procès-verbal de la présente Assemblée Générale ou, en cas d'opposition, au rejet sans condition de la ou des oppositions par le tribunal compétent ou à leur levée, par le remboursement des créances ou la constitution de garanties suffisantes par la Société, dans les conditions prévues aux articles L. 225-205 et R. 225-152 du Code de commerce ;
- **prend acte** qu'en cas de réalisation d'une Réduction de Capital, la Société procédera, le cas échéant, à l'ajustement des droits des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions et des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- **donne** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, sous condition suspensive de la réalisation préalable du regroupement des actions de la Société faisant l'objet de la 9^{ème} résolution présentée à la présente assemblée générale, et notamment de :
 - o arrêter et préciser les conditions et modalités de chaque Réduction de Capital, compte tenu, notamment, du montant du capital social et de la valeur nominale des actions à l'époque où sa mise en œuvre sera décidée, dans la limite du plafond susvisé ;
 - o constater l'absence d'opposition des créanciers ou, le cas échéant, de les régler conformément aux dispositions de l'article L. 225-205 du Code de commerce ;
 - o constater la réalisation définitive de chaque Réduction de Capital et le nouveau montant du capital social et de la valeur nominale des actions ;
 - o procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - o procéder aux ajustements rendus nécessaires par la réalisation effective de chaque Réduction de Capital ;
 - o accomplir tous actes, formalités, démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.
- **fixe** à douze (12) mois à compter de ce jour la durée de la présente délégation.

ONZIEME RESOLUTION

(Modification du plafond du montant nominal global maximum de la délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, consentie par l'assemblée générale des actionnaires du 16 décembre 2022)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes, statuant en application des dispositions des articles L.225-138 du Code de commerce :

- **constatant** que le montant nominal global maximum de la délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, consentie par l'assemblée générale des actionnaires du 16 décembre 2022 (3^{ème} résolution) a été fixé à cinquante millions (50.000.000) d'euros ;
- **décide** de relever le montant nominal maximal des augmentations de capital réalisées dans le cadre de ladite délégation de compétence, pour le porter à un montant nominal global de deux milliards (2.000.000.000) d'euros, sous réserve, s'il y a lieu, du montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant aux stipulations contractuelles applicables, les droits des éventuels porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, étant précisé que (i) cette décision sera applicable en tant que de besoin aux émissions intervenues depuis l'assemblée générale des actionnaires du 16 décembre 2022 en dépassement du plafond initial de cinquante millions (50.000.000) d'euros, et (ii) ce montant ne sera pas ajusté pour prendre en compte toute opération de réduction du capital par voie de réduction de la valeur nominale ;
- **décide** que les autres termes de la délégation de compétence consentie par l'assemblée générale des actionnaires du 16 décembre 2022 au titre de sa 3^{ème} résolution restent inchangés.

*
* *

MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE**1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale**

Les actionnaires peuvent prendre part à cette Assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer aux assemblées générales de la Société par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article L. 228-1 du Code de Commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 26 décembre 2024 à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

- L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier (le cas échéant par voie électronique) dans les conditions prévues aux articles R. 22-10-28 et R. 225-61 du Code de commerce, et annexée au formulaire de vote à distance ;
- de la procuration de vote ;
- de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au deuxième jour précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

2. Mode de participation à l'Assemblée Générale

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

1. adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire ;
2. donner une procuration à toute personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues aux articles L. 225-106 I et L. 22-10-39 du Code de Commerce. L'actionnaire devra adresser à Uptevia le formulaire de procuration complété et signé en indiquant les nom, prénom et adresse ainsi que ceux de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution ;
3. voter par correspondance.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale pourront être prises en compte.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 26 décembre 2024, à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Les formulaires de procuration et de vote par correspondance sont adressés automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré par courrier postal.

Pour les propriétaires d'actions au porteur, les formulaires de procuration et de vote par correspondance leurs seront adressés sur demande à l'établissement financier dépositaire de leurs titres ou sur demande réceptionnée par lettre recommandée avec avis de réception par Uptevia, Service Assemblées Générales, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex, au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires inscrits au nominatif pourront adresser leur formulaire de vote par correspondance :

- soit par voie postale à Uptevia, Service Assemblées Générales, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex ;
- soit par voie électronique à la Société à l'adresse électronique suivante : investors@safegrp.com. La Société se chargera de le transmettre à Uptevia dès réception et adressera un accusé de réception du formulaire de vote par correspondance à l'actionnaire concerné.

Les actionnaires inscrits au porteur devront adresser leur formulaire de vote par correspondance à leur intermédiaire financier. Celui-ci se chargera de le transmettre à Uptevia accompagné d'une attestation de participation.

Pour être comptabilisé, le formulaire de vote par correspondance, complété et signé, devra être réceptionné par Uptevia, ou par la Société s'agissant uniquement des formulaires de vote par correspondance adressés par les actionnaires au nominatif par voie électronique, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

3. Questions écrites des actionnaires

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la société conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de Commerce. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : investors@safegrp.com) au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le 23 décembre 2024 au plus tard. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

4. Droit de communication des actionnaires

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette Assemblée Générale, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de la Société et sur le site internet de la Société ou transmis sur simple demande adressée à Uptevia ou à l'adresse mail suivante : investors@safegrp.com.

Le conseil d'administration